

SITUATION DES RETRAITÉS ET DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES

34 députés interpellent le gouvernement

Usant du droit constitutionnel que leur confère la loi, notamment l'article 133 qui stipule que «les membres du Parlement peuvent interpellier le gouvernement sur une question d'actualité», 34 députés de l'APN viennent de signer une résolution portant interpellation du gouvernement sur la situation précaire des 2 millions de retraités de la Caisse nationale des retraites.

Selon l'initiateur de cette résolution, le député de Bouira, Ali Brahimi, cette interpellation sur la situation des retraités et de la CNR, qui interpelle la conscience de tout un chacun afin de répondre favorablement à ce dossier des plus sensibles, est basée sur les articles de la Constitution ainsi que sur la loi organique 99-02.

Le député de Bouira note que «près de deux millions de retraités souffrent aujourd'hui de pauvreté après avoir consacré leur vie à l'économie nationale».

Parmi ces retraités, «plus de 600 000 ayants droit directs à la pension perçoivent moins de 15 000 DA ; soit des montants largement inférieurs au SNMG.

Que dire des ayants droit indirects au nombre de 910 000 !», ajoute-t-il. Aussi, le député, qui

revient sur les causes qui ont contribué à cette situation imposée dans un contexte particulier dans les années 1990 par le FMI et qui n'a plus lieu d'être aujourd'hui sachant que «l'Algérie thésaurise plus de 300 milliards de dollars», écrit-il, non sans rappeler que pendant cette période, les départs à la retraite anticipée décidés par l'Etat avaient «coûté à la CNR plus de cinq cent milliards de dinars et le Trésor public ne lui a pas remboursé un seul centime». Cela étant, le député, qui signale les deux fléaux qui rongent l'économie algérienne, à savoir «l'évasion fiscale qui est de 3,6 milliards de dinars, selon le ministère des Finances (et) les crimes économiques qui ont augmenté de 183%, selon la Gendarmerie nationale !», reste persuadé qu'«aucun souci d'équi-

libre budgétaire ne saurait justifier l'atteinte à la dignité de ceux qui nous ont précédé au service de l'économie nationale». Pour toutes ces raisons, les 34 députés signataires de l'interpellation, qui sont convaincus que «la patience des retraités est consommée, particulièrement depuis que le gouvernement est revenu sur la promesse d'augmentation des retraites comme le prouve la loi de finances, vide de toute prévision officielle à ce sujet», demandent au gouvernement de se présenter par devant l'APN pour exposer «les mesures qu'il compte prendre pour rendre justice dans les plus brefs délais à cette catégorie de notre peuple».

Pour rappel, l'interpellation du gouvernement est une procédure relativement extrême qui vient juste après la motion de censure.

Celle-ci est prévue par la Constitution et détaillée par les articles 65, 66 et 67 de la loi organique 99-02 régissant les rapports entre le Parlement et le gouverne-



Photo : Samir Sid.

ment. Une fois que le quorum de 30 signatures de députés est atteint – l'interpellation a recueilli 34 signatures –, le bureau de l'APN devra se réunir dans les 48

heures qui suivent l'interpellation et le gouvernement devra se présenter devant l'Assemblée pour répondre dans les 15 jours qui suivent. **Y. Y.**

COUVERTURE DES ACTIVITÉS PARTISANES ET ASSOCIATIVES

Mehal prend la défense de la télévision

Jeudi, soit au lendemain du vote du projet de loi organique relative à la communication, Nacer Mehal, le ministre de la Communication, est revenu devant les députés pour affirmer que les médias audiovisuels restent ouverts aux associations et aux partis politiques.

Fort heureux que le projet de la nouvelle loi sur l'information ait été validé sans altérations majeures par l'APN, le ministre de la Communication, répondant à une question orale du député Mohamed Mekhaldi, a soutenu jeudi qu'aucune loi ou instruction n'interdisait l'accès aux médias lourds à quelque parti ou association légaux que ce soit.

Mais ne pouvant occulter que les partis et associations ne sont pas traités sur un pied d'égalité par les médias lourds, le ministre a recouru à des justificatifs techniques, à savoir l'intensité des activités des partis ou associations et la structure des journaux télévisés.

«Il n'y a aucune autorité qui s'ingère d'une quelconque manière dans le traitement de l'information par la télévision.» Ayant déjà eu à

souligner qu'il défendra toujours la télévision, même s'il a avoué qu'elle ne présentait pas un produit digne pour le consommateur algérien, le ministre de la Communication a eu l'opportunité de renouveler cet exercice jeudi. «La télévision a une mission de service public qu'elle remplit conformément aux clauses de son cahier et il n'y a aucune préférence dans le traitement de l'information de tous les jours», a-t-il dit, ajoutant que «dans la mesure du possible, la télévision fait en sorte de ne rater aucun événement».

Une loi sur l'audiovisuel spécifiquement algérienne

Le ministre de la Communication a, en outre, fait savoir que son département allait



Photo : New Press

engager une large concertation autour de la loi sur l'audiovisuel. «Nous devons voir comment le champs audiovisuel a été ouvert dans d'autres pays et adapter leurs expériences au contexte algérien

pour élaborer une loi qui correspond à l'Algérie et à son peuple.» Autrement dit, il faudra s'attendre à une loi spécifiquement algérienne. Et le tout réside dans cette spécificité, dont on ne sait pas à quoi elle

pourrait renvoyer. Mais l'on peut déjà prévoir que le Conseil supérieur de l'audiovisuel sera désigné par la présidence de la République. En effet, ce n'est pas sans raison que le ministre a souligné que le CSA français est désigné par l'Elysée. Le ministre de la Communication, évoquant la presse écrite, a informé de la réalisation de mini-imprimeries dans le Sud algérien pour prendre en charge le problème de la distribution des journaux.

S'agissant de la nouvelle grille des salaires, Nacer Mehal a affirmé pour la énième fois que cette dernière ne bénéficiera qu'aux journalistes travaillant dans les médias publics.

«Je ne peux pas imposer aux titulaires de s'aligner sur la nouvelle grille des salaires des journalistes de la Fonction publique car il y a la loi sur les relations de travail qui détermine la relation entre l'employeur et l'employé.»

S. A. I.

BÉJAÏA : PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES LEUR ONT RENDU HOMMAGE

Émouvantes obsèques des moudjahidine Smaïl Ali Aouchiche et Mohand Tahar Moualfi

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, hier, aux funérailles des moudjahidine Smaïl Ali Aouchiche et Mohand Tahar Moualfi ainsi que Abderrahmane-Aït Salama, responsable de l'Onec, qui ont trouvé la mort mercredi dernier dans un effroyable accident de la circulation survenu sur la RN 12 plus, précisément au lieu-dit «Sens unique», non loin de la ville d'El Kseur.

Les trois victimes se dirigeaient au moment du drame à Béjaïa pour assister à l'enterrement du moudjahid Mouloud El Ouardani, l'une des figures historiques de la Révolution dans la Wilaya III, décédé la veille des suites d'une longue maladie. Agé de 78 ans, l'ex-officier de l'ALN, Smaïl Ali Aouchiche, secrétaire général du bureau de Béjaïa de l'ONM, a été inhumé dans le cimetière de son village natale de Felden, dans la

commune de Chellata, en présence d'une foule nombreuse composée de ses ex-compagnons d'armes, des autorités civiles et militaires de la wilaya, des députés, des responsables locaux et nationaux de l'ONM et de l'Organisation des fils de chahid et de citoyens anonymes. Le regretté moudjahid a rejoint les rangs de l'ALN dans la Wilaya III dès son jeune âge. En 1958, il rejoint le bataillon du GPRA en Tunisie jusqu'à l'indépendance du pays. En 1972, il quitta les rangs de l'ANP avant de se faire élire maire de la commune d'Akbou et a occupé de nombreuses responsabilités localement au sein du FLN et de l'ONM.

En présence des mêmes autorités civiles et militaires et des membres de la famille révolutionnaire qui se sont déplacés des différentes régions du pays, les obsèques du moudjahid Mohand-Tahar Moualfi ont eu

lieu vers 10h au cimetière de son village de Taourirt Ouaiassa, Ikedjane, commune de Tifra (Sidi-Aïch).

Parmi les présents, il y avait également l'ex-président de l'APN, Karim Younès, des maires de la wilaya et des élus locaux à l'APW pour un hommage mérité aux moudjahidine.

Officier de l'ALN, Mohand-Tahar Moualfi fut l'un des hommes de main du colonel Amirouche. Après sept ans passés au maquis, le défunt moudjahid est resté fidèle aux idéaux de Novembre jusqu'à sa mort tragique en cette journée du 14 décembre à El-Kseur.

Il convient de noter que dans la matinée de jeudi, une cinquantaine d'ex-députés du FLN de plusieurs wilayas sont venus partager la deuil de la famille du regretté moudjahid, père de l'ancienne parlementaire du

FLN, Moualfi Samia. L'ex-chef du gouvernement Ali Benflis, accompagné de l'ex-président du Parlement, Karim Younès, se sont rendus dans la journée de jeudi aux domiciles mortuaires des moudjahidine et du responsable de l'ONEC pour présenter leurs condoléances et compatir à la douleur des proches des défunts.

La troisième victime du sinistre, Abderrahmane Aït Salama, responsable de l'ONEC, a été enterrée dans son village d'Ighrame, dans une ambiance lourde de consternation.

Dans une oraison funèbre, leurs compagnons d'armes ont mis en exergue les qualités et les vertus de ces deux moudjahidine de la première heure et de leur engagement indéfectible pour la libération du pays.

A. Kersani